



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 11/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

lieu-dit Les Badaffres

26290 Les Granges-Gontardes

Références : 20250805-RAP-DACA0912

Code AIOT : 0006100622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans la carrière HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implantée lieu-dit Les Badaffres 26290 Les Granges-Gontardes. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- Les Badaffres - Les Esplanades et Les Grezes 26290 Les Granges-Gontardes
- Code AIOT : 0006100622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière permet l'extraction de sables et de graviers à l'aide d'une chargeuse. Une pelle mécanique complète le dispositif d'exploitation.

La visite d'inspection entre dans le cadre du suivi des suites d'inspection et du remblaiement.

L'établissement permet d'approvisionner l'installation de traitement des matériaux présente dans l'emprise de la carrière.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point de contrôle n°1 - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 1	Demande d'action corrective	Prochaine déclaration GERP
3	Point de contrôle n°3 - Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 8.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Point de contrôle n°4 - RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Point de contrôle n°2 - Bilan des mesures réalisées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit notamment mettre en place un registre des refus de déchets, informer l'inspection des installations classées des cas de refus de déchets et renseigner le registre national des terres excavées et sédiments via la plateforme Trackdéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de contrôle n°1 - Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions administratives
Prescription contrôlée : Exploitation d'une carrière dont la production moyenne autorisée est de 170 000 T/an (rubrique ICPE 2510-1). La production maximale étant de 200 000 T/an. Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 45 kW (groupe mobile pour le scalpage du calcaire : rubrique ICPE 2515-1 b). Surface maximale de la station de transit des matériaux : 50 000 m ² (rubrique ICPE 2517-1). Installations, ouvrages, travaux permettant le prélèvement dans un système aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau d'un volume total inférieur à 200 000 m ³ /an (rubrique Loi sur l'eau 1.1.2.0 -2).
Constats : L'exploitant a déclaré sous GEREP avoir produit 180 646 tonnes de matériaux pour l'année 2023. Le régime ICPE de l'établissement est l'autorisation. L'exploitant a déclaré disposer d'une puissance maximale de 45 Kilowatts pour le groupe mobile pour le scalpage du calcaire. Le régime ICPE de la rubrique est la déclaration. L'évolution de la nomenclature des ICPE fait que c'est l'alinéa b qui est dorénavant concerné (rubrique ICPE 2515-1 b). La surface de la station de transit des matériaux est inférieure à 50 000 m ² mais supérieure à 10 000 m ² . Le régime ICPE de la rubrique est l'enregistrement (rubrique ICPE 2517-1). Dans ce cadre, l'Arrêté Ministériel applicable est celui du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Au cours de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir utilisé 75 642 m ³ d'eau sur l'emprise de la carrière durant l'année 2023. La majeure partie de cette eau a été utilisée pour le lavage des matériaux et relève donc de l'installation de traitement. Le restant a été utilisé pour abattre les poussières environnementales. En 2023, une déclaration GEREP a été faite sous le code AIOT correspondant à la carrière (code AIOT 0006100622). Néanmoins, la déclaration GEREP de l'installation de traitement des matériaux (code AIOT : 0006102579) fait état du même prélèvement de 24 507 m ³ . Il y a donc un doublon dans les déclarations GEREP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans ses déclarations GEREP, l'exploitant devra rigoureusement dissocier les consommations d'eau afférentes à l'installation de traitement des matériaux et au transit associé, des consommations d'eau de la carrière. La partie commentaire indiquant l'import d'eau depuis la carrière de Roussas n'étant pas pris en compte dans la somme des volumes d'eau consommés, cette donnée devra

être incorporée dans la case « réseau d'adduction autre qu'AEP » de l'AIOT correspondant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Prochaine déclaration GERE

N° 2 : Point de contrôle n°2 - Bilan des mesures réalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a montré lors de l'inspection le bilan des mesures d'empoussièrement réalisées lors des années 2022 et 2023. Il ressort de l'analyse une conformité des résultats avec l'atteinte de l'objectif de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type b (zone habitée) du plan de surveillance. Il est à noter que malgré une valeur anormalement élevée (1509 mg/m2/jour) au niveau du point de mesure n°1 (type C : limite de propriété Sud de la carrière) au cours d'un trimestre de 2023, ayant pour origine la campagne de curage des bassins de décantation qui est une activité ponctuelle de fréquence 5 ans, il n'y a pas eu de dépassement des limites d'empoussièrement pour les zones habitées (zone b).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Point de contrôle n°3 - Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le remblayage de la carrière est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassement, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Lorsque les matériaux extérieurs sont des déchets, seuls les déchets inertes peuvent être admis dans l'installation. Pour les opérations de réception des matériaux et déchets inertes et leur valorisation en remblaiement, l'exploitant devra respecter les prescriptions précisées dans les annexes VI à VIII du présent arrêté. Le tonnage maximum de matériaux et déchets inertes autorisé en remblaiement est de</p>

100 000 tonnes par an.
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant a déclaré sous GEREPE un tonnage maximum de matériaux et de déchets inertes autorisé en remblaiement de 22 029 tonnes.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan figurant les secteurs de remblaiement sur la carrière avec un carroyage.</p> <p>Une procédure d'acceptation préalable des déchets est en place.</p> <p>L'article 10 de l'annexe VI n'est pas respecté dans le sens où l'exploitant ne prévient pas l'inspection des installations classées en cas de refus de déchet.</p> <p>Par échantillonnage, la Demande d'Acceptation Préalable D005569 a été analysée.</p> <p>L'exploitant respecte par ailleurs les autres prescriptions précisées dans les annexes VI à VIII de l'arrêté du 16/05/2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place un registre des refus de déchets et informer l'inspection des installations classées des cas de refus de déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Point de contrôle n°4 - RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. (...) les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. (...)</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.</p> <p>(...)</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>(...)</p>

Constats :

L'exploitant valorise des terres excavées et des sédiments. Dans ce cadre il tient à jour un registre numérique (propre à la société) chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.

L'exploitant ne transmet pas les informations au registre national des terres excavées et sédiments (RNDTS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit renseigner sur internet le registre national des terres excavées et sédiments.

Il est à noter qu'à compter du 5 mai 2025, toutes les déclarations qui étaient auparavant effectuées sur le RNDTS devront être réalisées sur la plateforme Trackdéchets.

Les données RNDTS ont été migrées vers Trackdéchets. Cette migration inclut les comptes, les établissements, les rattachements, les déclarations.

Il n'y a pas de changement réglementaire, seul l'outil pour effectuer les démarches au Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments change à partir du 5 mai 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois